



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

UEMOA

Mahawa Sémou DIOUF, nouveau Président de la Cour de Justice

Le Sénégalais Mahawa Sémou DIOUF a été désigné par ses pairs, nouveau Président de la Cour de Justice de l'UEMOA pour un ... • (Page 05)

Economie

La BCE relève de nouveau ses taux et anticipe des hausses

Alors que la Banque centrale européenne vient d' ... • (Page 08)



Togo / Accompagnement des PME/PMI

Convention-cadre entre la CCI et l'ONECCA

• (Pages 03)



Port de Lomé

• (Page 04)

Inauguration du navire bitumier, le BITU RIVER

Afrique de l'Ouest

La BOAD et le CRTC pour le financement d'une agriculture résiliente

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) et le Centre et Réseau des ... • (Page 02)

Recrutement d'opérateurs textile

5428 candidats composent le 11 février 2023

Le test écrit pour le recrutement de 1000 jeunes opérateurs textile pour une société de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) se ... • (Page 04)

Entreprise

Radisson Hotel Group réalise une forte croissance en 2022

En 2022, Radisson Hotel Group a continué à faire avancer son ambitieux plan d'expansion pour devenir l'un des trois ... • (Page 06)

Education

NAVITOGO soutient l'Institut privé laïc Auguste Le Grand

Une délégation de l'Association des professionnels des compagnies de navigation et ... • (Page 11)

Career Academy Institute
l'Image de l'Expertise

Accredited Financial Analyst® (AFA)

Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international !

www.career-academyinstitute.com
+228 93277876 / 92123162 / 99265828

Afrique de l'Ouest

La BOAD et le CRTIC pour le financement d'une agriculture résiliente

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) et le Centre et Réseau des Technologies Climatiques (CRTIC) organisent du 1er au 3 février 2023 à Lomé, un atelier de concertation des parties prenantes dans le cadre de la formulation d'un Programme de Facilité Ouest-Africaine pour le Financement d'une Agriculture à Faibles Emissions et Résiliente au Changement Climatique.

● Junior AREDOLA

L'atelier de concertation s'inscrit dans la continuité de la proposition du programme régional Facilité Ouest-Africaine pour le Financement d'une Agriculture à Faibles Emissions et Résiliente au Changement Climatique (FOAFARCC), initiée par la BOAD en 2021. L'initiative de la FOAFARCC s'aligne parfaitement dans le 3ème axe opérationnel du plan stratégique Djoliba 2021-2025 de la BOAD qui consiste en un renforcement de la résilience des pays membres face aux défis du changement climatique. En effet, la FOAFARCC vise à promouvoir des solutions innovantes développées en réponse aux cruciaux défis auxquels les pays membres de l'UEMOA sont confrontés. Le programme consiste notamment en la mise en place d'une assistance technique et d'une ligne de financement concessionnelle en faveur des acteurs du secteur privé et du secteur public en vue de : développer les capacités pour un agrobusiness à faibles émissions et résilient au changement climatique ; renforcer les pratiques d'évaluation et de gestion des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture et de l'agrobusiness au sein des institutions financières ; acquérir et diffuser des informations et technologies climatiques adaptées. Estimé à 210 M USD, ce programme serait financé par le Fonds Vert Climat à hauteur de 110 M USD, et par la BOAD à hauteur de 100 M USD dédiés à la ges-



tion du programme et à la promotion des technologies améliorées pour une agriculture à faible émissions et résiliente au climat.

Les enjeux climatiques du secteur de l'agroalimentaire en Afrique de l'Ouest

Les pays d'Afrique de l'Ouest font face à d'importants défis climatiques qui ont un impact sur leurs secteurs agroalimentaires. Les changements climatiques, tels que les tempêtes plus fréquentes, les sécheresses prolongées et les pluies irrégulières, ont un impact direct sur les cultures et les récoltes. Les communautés agricoles, qui représentent souvent une part importante de la population, sont particulièrement vulnérables à ces perturbations. Les tempêtes peuvent détruire les cultures, tandis que les sécheresses prolongées peuvent entraîner une diminution de la production agricole et une augmentation des prix des denrées alimentaires.

Objectif de Développement Durable

(ODD) 2 : « faim zéro »

Le principal défi pour les pays d'Afrique de l'Ouest est de maintenir la sécurité alimentaire des populations. Les changements climatiques rendent cette tâche plus difficile, car les agriculteurs doivent s'adapter aux nouvelles conditions climatiques pour maintenir leur productivité. Ils doivent également s'adapter aux nouvelles variétés de cultures qui sont plus résistantes aux conditions climatiques extrêmes, pour ce faire, ils nécessitent du soutien afin d'accéder aux semences et aux technologies nécessaires. Ils doivent également adresser les causes sous-jacentes des changements climatiques, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de l'agriculture sont les principaux contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre dans ces pays. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques et des programmes tels que la FOAFARCC pour réduire ces émissions et favoriser une transition vers des sources d'énergie plus propres et plus durables.

Image du jour



Au Togo, le Pnud appuie et est à l'écoute des jeunes entrepreneurs. Dialogue très fructueux pour assurer la durabilité des différents business.

AUX DÉCIDEURS...

De l'évolution du poids du pain... !

Les cours du blé s'étaient envolés à près 400 dollars la tonne sur le marché mondial mi-mai 2022, le double de l'année 2021 alors que le trafic marchand était presque au point mort sur la mer Noire.

A ce moment au Togo, le prix du sac de farine de blé a fait l'objet de spéculation et de pénurie artificielle dans certains points de vente à Lomé et à l'intérieur du pays. Le sac de la farine du blé de 50kg qui se vendait à 19.500F était passé à presque à 30.000F voire 32.000F en mai 2022.

Le prix du pain, en réalité n'a pas connu une augmentation, par contre c'est la forme qui a changé. Le pain de 200 FCFA avait la forme de celui de 100 FCFA et celui de 300 à celui de 200 ainsi de suite. C'était la stratégie du prix inchangé contre la forme diminuée pour garder la clientèle qui subit d'autre hausse de prix ailleurs.

Les boulangers comme les consommateurs se sont plaints. Leur désarroi a été porté par la société civile notamment par l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et la Ligue Togolaise des Consommateurs (LCT). Une réaction sans effet.

Bientôt un an après l'invasion russe, c'est presque un retour à la case départ. Les marchés ont appris à vivre avec la crise. La détente s'est amorcée fin mai-début juin avec de premières estimations de production rassurantes et la reprise des exportations d'Ukraine, d'abord par la route et le rail, puis par la mer.

L'Ukraine exporte presque 5 millions de tonnes de blé depuis août passé, toutes voies confondues, se rapprochant des plus de 5 millions par mois d'avant-guerre. Les analystes voient le cours du blé continuer à refluer à moyen terme.

Pourtant le poids du pain au prix initial ne baisse pas. A priori, la baisse des prix n'est pas attendu avant la fin du premier semestre. Il faut dire que si le prix du blé à diminuer sur le marché international, celui de l'essence, du sucre, de l'huile voire même du sel ou autres denrées qui rentrent dans la fabrication du pain n'ont pas encore connu la baisse. Une seconde hypothèse laisse croire que le prix du pain sera maintenu voire va connaître une augmentation. Compte tenu de la poursuite de la guerre en Ukraine, principal producteur de blé, plusieurs entreprises ont acquis des tonnes de blé au prix coûteux en réserve. Ces grossistes ne peuvent pas écouler leur stock en baissant les prix au risque d'enregistrer des pertes.

L'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) vient de lancer un appel aux gouvernants de revoir à la baisse le prix du pain. Une initiative opportune qui coïncide avec la baisse du prix des produits pétroliers.

De fait, ce sont les gouvernants qui doivent expliquer aux consommateurs que même si le prix du blé a baissé, le prix du pain ne va pas baisser automatiquement.

En attendant, le consommateur togolais doit se tourner vers les pains produits localement à base du manioc ou du soja qui sont sans gluten. Des pains bons pour la santé et au prix abordable.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Accompagnement des PME/PMI

Convention-cadre entre la CCI et l'ONECCA

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et l'Ordre national des experts comptables et des comptables agréés du Togo (ONECCA Togo) ont signé une convention-cadre, le jeudi 2 février 2023 à Lomé.

• **Hélène MARTELOT**

Cette nouvelle convention va permettre aux petites et moyennes entreprises et industries d'intégrer les bonnes pratiques de gestion, limiter les risques d'asymétrie des informations qui dissuadent généralement les investisseurs, les banques et établissements financiers. Selon Nathalie Manzinèwè Bitho, présidente de la délégation spéciale consulaire (DSC) de la CCI Togo, cette convention va aider les entrepreneurs à briser la solitude du chef d'entreprise parce qu'ils se retrouvent souvent très seuls par faute de moyens. « Tous les textes qui gouvernent l'entreprise, l'expert-comptable les connaît et va aider les chefs d'entreprise à développer leur entreprise », a-t-elle souligné. « Il s'agit aussi de mettre l'expert-comptable et le comptable agréé au développement économique de notre pays, qu'ils prennent la place qui est la leur dans toute économie, aller plus loin que la vérité des chiffres et border la vie de l'entreprise accompagnée, coacher le futur champion. C'est aussi l'ambition de l'ONECCA-Togo d'être re-

connu dans cet écosystème économique valable au Togo et à l'international. Pour l'entreprise, c'est bénéficier d'un service professionnel de qualité qui lui était inaccessible sans cette convention », a expliqué Mme Bitho. Elle précise que pour les banquiers et établissements financiers, c'est l'assurance que le chef d'entreprise bénéficiant de cet accompagnement utilisera les fonds mobilisés en bon père de famille, cette sécurité qui tient à cœur le fournisseur, les salariés et tous les autres partenaires de l'entreprise. « Il s'agira également pour les entrepreneurs avec leur faiblesse financière, de les réconcilier avec la banque, l'administration fiscale, la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et les autres structures de contrôle. Encourager ainsi nos jeunes hommes et femmes à aller vers l'entrepreneuriat », a-t-elle ajouté. Selon ses explications, les entreprises qui se créent et qu'ils ne voient plus, des experts en matière qui sont les experts comptables et les comptables agréés vont les accompagner. Parce que d'après elle, ce sont eux qui maîtrisent ce qu'on appelle le droit des affaires. A en



• **Echanges de paraphe entre la présidente de la DSC/CCI-Togo et le président de l'ONECCA Togo**

croire la présidente de la CCI Togo, la problématique de l'accompagnement des PME, qui d'ailleurs constituent l'essentiel de leur tissu économique est une préoccupation que partagent l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique. « Parce que ces entités sont plus fragiles, surtout au début de leurs activités, il était nécessaire de créer un cadre adéquat pour les aider à se développer et à être résilientes afin de traverser les générations ». Pour le Secrétaire général

du ministère de l'économie et des finances Stéphane Akaya, cet événement se situe dans la droite ligne de la réforme communautaire relative aux Centres de gestion agréés (CGA). Il précise que la CCI-Togo doit donc faire de l'accompagnement des entrepreneurs sa priorité, en vue de consolider les bases d'une croissance forte et durable.

Des CGA nouvelle générations

Au sens de la nouvelle direc-

tive, le CGA est une entité dotée de la personnalité morale, exerçant sous la forme d'association ou de société de capitaux à l'exclusion des sociétés à associé unique et placée sous la tutelle du ministre chargé des finances ou du budget. Pour se conformer à cette nouvelle directive, le Togo a adopté en Conseil des ministres un projet de loi qui prend en compte les innovations de la directive. Les CGA sont de formidables forums d'échanges, où les responsables d'entre-

prises peuvent se rencontrer, débattre, mutualiser leurs méthodes et leurs pratiques ; d'où la nécessité d'associer des acteurs majeurs tels que l'Ordre des experts Comptables, l'Ordre des avocats, les Institutions financières et bien d'autres acteurs que je ne saurais citer entièrement... « Le développement des Centres de Gestion Agréés passe aujourd'hui par la digitalisation qui devra être un outil innovant dans les relations qu'entretient le CGA avec ses adhérents car notre pays est d'abord un pays d'entrepreneurs. Dans chaque maison, il y a un entrepreneur et cette convention doit pouvoir toucher chaque entrepreneur de notre territoire », a indiqué le Secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances tout en formulant le vœu que cette convention donne naissance à des CGA sur toute l'étendue du territoire national et que les 140000 entreprises, en tout cas les plus visibles puissent être affiliées à un CGA afin qu'elles puissent contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs de notre FDR TOGO 2025.



Port de Lomé

Inauguration du navire bitumier, le BITU RIVER

Le quai minéralier du Port de Lomé a accueilli, mercredi 1er février 2023, l'acte solennelle d'inauguration du nouveau navire bitumier, le BITU RIVER, de la société Eres Togo, filiale du groupe français Rubis Energie.

● Joël YANCLO

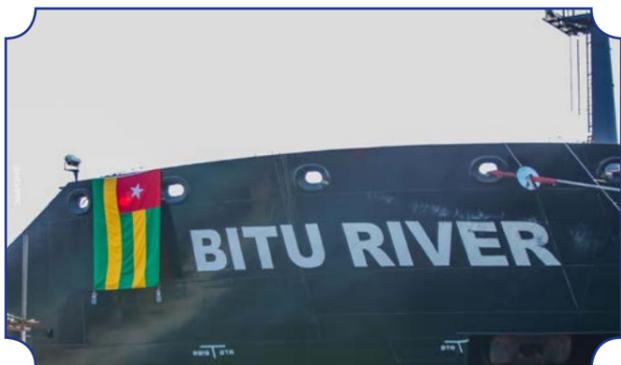
Un nouveau venu au Port de Lomé. Le BITU RIVER, nouveau bitumier à faible tirant d'eau de la société ERES TOGO filiale du groupe du groupe français Rubis Energie a été inauguré ce mercredi 1er février 2023 devant plusieurs personnalités et partenaires dont le Ministre de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière, des partenaires et plusieurs personnalités, Edem Kokou TENGUE. L'événement qui a eu lieu au quai minéralier confirme l'importance du dispositif pour la construction des infrastructures notamment dans les industries de la cimenterie et minières. Le navire BITU RIVER est équipé de la nouvelle génération de propulsion azimuthale diesel-électrique Schottel. Il mesure 145,80 mètres de long et peut transporter 16,542 MT de bitume liquide chauffé à 150-160°C dans 12 caissons indépendants. Parmi les navires spécialisés, les bitumiers sont caractérisés surtout par la température élevée à laquelle sont transportées les cargaisons. Cela impose des doubles coques isolées, des échantillonnages élevés et des équipements particuliers. Le choix porté sur le Togo pour la cérémonie de



baptême de cette importante infrastructure flottante représente une des nombreuses preuves de confiance dans les capacités d'accueil du Port togolais et dans les différentes réformes introduites dans le secteur maritime au Togo. Pour rappel, un bitumier également nommé asphaltier, est un navire chimiquier destiné au transport exclusif d'asphalte ou de bitume. Celui-ci est transporté dans des cuves chauffées entre 180 et 250°C afin de le maintenir à l'état liquide visqueux. Il est transporté dans des citernes indépendantes de la coque construites avec des aciers spéciaux capables de conserver leur élasticité lors de la dilatation des métaux induite par ces fortes températures. Les seules matières transportées dans ces conditions particulières hormis l'Asphalte et le Bitume sont la Créosote de Bois, le Goudron, le Goudron de Houille et ses distillats.

A propos de Eres Togo

Eres Togo est une société créée en 2006 à Lomé, la capitale du TOGO. Elle est spécialisée dans le stockage et la distribution de différents grades de bitume et produits dérivés. Elle dispose d'une capacité de stockage totale de 36.000 MT soit six tanks de 6.000 tonnes métriques chacun et sert de hub pour alimenter le Nigéria où les tirants portuaires ne sont pas favorables à l'accostage de grands bitumiers de + 40.000 MT. Des bitumiers plus petits de 8.000 à 12.000 MT naviguent entre le Togo et le Nigéria régulièrement en vue d'approvisionner les terminaux du Nigéria. La distribution au Togo et vers les pays tels, le Bénin, le Ghana, le Niger, le Burkina Faso et le Mali est faite en bitu-conteneurs de 27 MT et ou en citernes de 38 MT avec une flotte globale de 467 bitu-conteneurs et 27 camions citernes. Eres Togo est rachetée en 2015 par le groupe français Rubis et fait partie de Rubis Energie dont dépend Rubis Asphalt (www.rubisasphalt.com). La branche Bitume du groupe est composée de Rubis Asphalt Middle East (RAME), Eres Togo, Eres Sénégal, Eres Cameroun, Eres Gabon, Ringardas Nigeria.



Recrutement d'opérateurs textile

5428 candidats composent le 11 février 2023

Le test écrit pour le recrutement de 1000 jeunes opérateurs textile pour une société de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) se déroulera le samedi 11 février 2023 à Lomé.



République Togolaise

COMMUNIQUE N° 001/2023/ANPE/DOPP RELATIF AUX RESULTATS DE PRESELECTION DES CANDIDATS AU TEST ECRIT DE RECRUTEMENT D'OPERATEURS TEXTILE

La Direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) porte à la connaissance des candidats ayant postulé à l'appel à candidatures du 16 décembre 2022 relatif au recrutement de 1000 jeunes opérateurs textile pour une société de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), que la liste des candidats présélectionnés et repartis par centre d'écrit est disponible sur les sites internet : www.anpetogo.org et www.pia-togo.com.

Le test écrit de recrutement se déroulera le samedi 11 février 2023 à Lomé et à Tsévié dans les centres suivants :

❖ Lomé :

- Lycée de Tokoin I
- Lycée de Tokoin II
- Lycée scientifique (situé dans l'enceinte du lycée de Tokoin)

❖ Tsévié : Lycée de Tsévié I

L'accès aux salles est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité ou d'une pièce d'identification.

L'appel des candidats se fera à 6 heures 30 minutes.

NE : les candidats n'ayant pas été présélectionnés sont invités à consulter la liste générale des postulants également disponible sur www.anpetogo.org et www.pia-togo.com pour s'enquérir des motifs du rejet de leur candidature.

Fait à Lomé le 01 FEV 2023



N°244 BK, Avenue de la Chance à côté de l'ancienne Eglise catholique Bb Kikamé
TEL : +228 22 25 97 74/77/78/54 - B.P. 4306 LOME - TOGO - Email: anpetogo@anpetogo.org
Site Web : www.anpetogo.org

Déclaration des biens

Coup d'envoi de la sensibilisation et de l'enregistrement des formulaires

Annoncée depuis quelque temps au Togo, la réception des déclarations de biens et avoirs des personnalités et hauts fonctionnaires est désormais une réalité. Le Médiateur de la République et le Gouvernement ont officiellement lancé mardi 31 janvier à Lomé, la campagne nationale d'information et de sensibilisation sur la démarche.

L'activité, qui marque le début de la phase pratique de l'enregistrement des formulaires de déclaration, se déroulera sur tout le territoire. Elle sera notamment meublée par des ateliers d'informations et d'échanges dans toutes les régions. "Cette campagne est une étape importante qui permettra d'expliquer et de renforcer la confiance des assujettis vis-à-vis du processus, en

créant les conditions d'une bonne collaboration entre l'administration et l'administré", a expliqué le Médiateur, Awa Nana- Daboya. Pour sa part, le ministre en charge des relations avec les Institutions de la République, Christian Trimua, a de nouveau rappelé l'ambition poursuivie par l'exécutif au moyen de la déclaration des biens et avoirs : "promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, ga-

rantir l'intégrité, l'honnêteté et la probité des serviteurs de l'Etat et prévenir l'enrichissement illicite", a-t-il notamment indiqué. En rappel, le Médiateur de la République, seule institution habilitée à recevoir les déclarations des hautes personnalités, a prêté serment il y a un an devant la Cour constitutionnelle, et déclaré par la même occasion, son patrimoine.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banaue mondiale : dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UEMOA

Mahawa Sémou DIOUF, nouveau Président de la Cour de Justice

Le Sénégalais Mahawa Sémou DIOUF a été désigné par ses pairs, nouveau Président de la Cour de Justice de l'UEMOA pour un mandat de 3 ans. Son installation a eu lieu ce 02 février 2023 à Ouagadougou au cours d'une audience solennelle de la Cour. Il est Magistrat hors hiérarchie.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission



Communiqué de presse

MAHAWA SEMOU DIOUF NOUVEAU PRESIDENT DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UEMOA

Son installation officielle a eu lieu ce 02 février 2023 à Ouagadougou au cours d'une audience solennelle de la Cour de Justice de l'UEMOA.

La cérémonie s'est déroulée dans la salle d'audience de la Cour de Justice de l'Union à Ouagadougou.

Conformément à l'Article 7 de l'Acte Additionnel n° 10/96 portant statuts de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), « les membres de la Cour désignent en leur sein pour trois ans, le Président de la Cour. Le Président désigné est solennellement installé. Les membres de la Cour se répartissent entre eux les fonctions de juges, de premier avocat général et d'avocats généraux. »

A propos de Mahawa Sémou DIOUF

Né en 1958, Magistrat hors hiérarchie, il est breveté de l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature de Dakar au Sénégal où il sorti en 1985, Major de Promotion de la Section Magistrature. Ancien Doyen des Juges d'instruction du Tribunal régional hors classe de Dakar de 2008 à 2015, il a occupé, entre autres, les fonctions de Président du Tribunal Départemental hors classe de Dakar, de Conseiller juridique du Président de la République du Sénégal. C'est en 2016 qu'il a été nommé Juge au titre de la République du Sénégal, à la Cour de Justice de l'UEMOA pour un mandat de 6 ans. Mandat qui a été renouvelé le 10 janvier 2023 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA. Depuis ce 2 février 2023, il a été officiellement installé dans ses fonctions de Président de la Cour de Justice de l'UEMOA pour un mandat de 3 ans après avoir été désigné par ses pairs.

Plus d'informations <https://courdejusticeuemoa.org/>
et www.uemoa.int

Ouagadougou, 02 février 2023

La Direction de la Communication

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76
Fax : (226) 25 31 88 72 - Email : commission@uemoa.int Site Internet : www.uemoa.int



Entreprise

Radisson Hotel Group réalise une forte croissance en 2022

En 2022, Radisson Hotel Group a continué à faire avancer son ambitieux plan d'expansion pour devenir l'un des trois premiers groupes hôteliers au monde avec son solide portefeuille de neuf marques distinctes et son portefeuille de complexes en pleine croissance.

• Vivien ATAKPABEM

Radisson Collection, la marque de style de vie de luxe, a connu une année d'ouvertures exceptionnelles en 2022, avec l'introduction de six nouveaux hôtels à Bilbao, Pula, Tirana, Riyad, Tallinn et Istanbul. En 2023, le Groupe attend avec impatience de nouveaux ajouts essentiels, notamment Radisson Collection, Santa Sofia Milan, Radisson Collection Astorija Hotel, Vilnius, Radisson Collection Resort, Galle au Sri Lanka et Cour des Loges Lyon, A Radisson Collection Hotel. Radisson RED, la marque haut de gamme vibrante et dynamique, a célébré plusieurs ouvertures marquantes en 2022 à Liverpool, Madrid, Gdansk et Oslo. Radisson continue d'être la marque haut de gamme à la croissance la plus rapide en EMEA dans l'industrie et a ajouté des propriétés en Belgique, en Pologne, en Éthiopie, en Tunisie, à Dubaï et en Turquie, ainsi qu'aux Maldives et en Inde. Radisson Blu continue d'être la plus grande marque haut de gamme en Europe depuis plus d'une décennie et s'est développée en Roumanie, à Madagascar, au Royaume-Uni et en Espagne ainsi qu'au Soudan du Sud. Radisson Individuals s'est développé avec plus de 20 propriétés en Italie, en France, en Pologne et en Thaïlande. En Inde, Radisson Hotel



Group a lancé ses premiers Radisson Individuals Retreats avec l'ouverture du Rakkh Resort, membre de Radisson Individuals Retreats, offrant aux clients des opportunités uniques de s'immerger dans des expériences hors du commun grâce à des programmes de bien-être, des excursions culturelles, des gastronomie, etc. Après l'ouverture de trois nouvelles propriétés prizeotel en 2022, le groupe se concentrera sur l'expansion de sa marque lifestyle milieu de gamme en 2023. Les centres de villégiature sont devenus de plus en plus pertinents pour l'entreprise, les propriétaires et les invités. Le Groupe a accueilli des ajouts à son portefeuille de 130 complexes, dont l'ouverture du Radisson Beach Resort Palm Jumeirah à Dubaï et du Radisson Blu Mosi-Oa-Tunya, Livingstone Resort près des célèbres chutes Victoria, ainsi que des complexes à Skiathos et Mykonos (Grèce), Pula (Croatie), Phan Thiet (Vietnam), Goa (Inde), Galle (Sri Lanka), Port Ghalib et Port Phoenix (Égypte), Saly

(Sénégal), Larnaca (Chypre) et Saidia (Maroc). 2022 a été une bonne année pour Radisson Hotel Group en Asie-Pacifique avec 40 % de signatures en plus dans la région par rapport à 2021. En Chine, Radisson Hotel Group a signé et ouvert 80 hôtels et anticipe une nouvelle forte croissance avec la réouverture du marché, car il vise à doubler son portefeuille chinois au cours des cinq prochaines années. Ailleurs en Asie-Pacifique, le groupe a établi de nouvelles unités commerciales dédiées à Bangkok, Ho Chi Minh-Ville, Jakarta et Sydney pour mieux soutenir les propriétaires et les partenaires avec une expertise approfondie et sur le terrain. Radisson Hotel Group a conclu une alliance stratégique en Inde avec Ruptub Solutions Private Limited pour ajouter 150 hôtels à son portefeuille sous la marque milieu de gamme Park Inn & Suites by Radisson et a signé sa première propriété au quatrième trimestre. Coton

Ecobank Nigeria

Un possible gain exceptionnel de 12 millions \$

Ecobank Nigeria a été autorisée par les juges de la Cour suprême à recouvrer une dette de 12 millions \$ que contestaient certains de ses clients. La banque à la fin septembre 2022 possédait encore 222 millions \$ de créances douteuses dans ses comptes.

Ecobank Nigeria devrait générer un revenu exceptionnel de 5,5 milliards de nairas (12 millions \$), qui représente la somme que doivent lui verser l'entreprise Honeywell et certaines de ses co-filiales, après que la Cour suprême du Nigeria a rendu une décision favorable à la filiale de la holding bancaire panafricaine ETI. En 2015, Honeywell a saisi les tribunaux pour contester le fait qu'Ecobank Nigeria avait saisi certains de ses actifs, pour le non-remboursement de la somme de 3,5 milliards de nairas, représentant la somme sur laquelle avait été trouvé un accord de remboursement, sur une dette de 5,5



milliards de nairas. La société prétendait s'être acquittée de son engagement. Ecobank a contesté cette requête et avait perdu en premier ressort. Mais en appel, puis au niveau de la Cour suprême la justice lui a donné raison et l'autorise désormais à recouvrer les 5,5 milliards de nairas, mais aussi les intérêts qui se sont ajoutés. Rappelons que sur les 9 premiers mois de l'année

2022, le résultat d'exploitation avant les provisions, les impôts et les amortissements était de 41 millions \$. Cette issue positive élimine un problème, mais Ecobank Nigeria doit encore gérer un portefeuille de créances douteuses qui, bien qu'ayant baissé de 48,2%, se situait encore à 222 millions \$

Avec Agence Ecofin

Mali

Le pays anticipe une baisse de sa production de coton à 526 000 tonnes

L'Afrique de l'Ouest est le principal foyer de culture de coton en Afrique. Dans la région, les difficultés de l'appareil productif liées aux attaques de parasites nuisent aux perspectives de récolte.

À Mali, la récolte de coton graine est finalement attendue à 526 000 tonnes, soit une baisse de 29 % par rapport aux récentes prévisions de 740 000 tonnes annoncées un mois plus tôt. C'est ce qu'a indiqué le mardi 31 janvier, Dramane Konaté, porte-parole de la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT). Selon le responsable, cette révision des estimations s'explique notamment par le mauvais temps et les attaques de ravageurs en l'occurrence les jassides (insectes parasites du coton qui provoquent un jaunissement des feuilles). Globalement, il s'agit d'un recul de 35 % par rapport aux prévisions initiales de 810 000 formulées en début de campagne par les autori-



tés. Avec cette contreperformance le Mali devra encore attendre pour ravir au Bénin la couronne de premier fournisseur africain d'or blanc. En effet, ce dernier prévoit 705 000 tonnes en 2022/2023 et est avec le Cameroun les deux seuls producteurs majeurs de la zone CFA à avoir été épargnés par les infestations de jassides qui ont débuté en juillet 2022. «La baisse concerne presque

tous les pays producteurs de la sous-région qui sont tous touchés par les parasites», confie M. Konaté à Reuters. Il faut rappeler qu'en Afrique de l'Ouest les invasions des champs par ces parasites ont été répertoriées dans 5 pays en plus du Mali à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Sénégal et le Niger.

Avec Agence Ecofin

Envois de fonds mobiles en Afrique

Cellulant s'associe à la fintech de Dubaï Money Q

Cellulant, le fournisseur de solutions de paiement en Afrique, s'est associé à une société de solutions fintech basée à Dubaï pour permettre aux expatriés de payer en toute transparence leurs factures et de recharger le temps d'antenne de leurs bénéficiaires à travers l'Afrique.

• Wilson LAWSON

Ces clients pourront effectuer ces paiements via KrosPayz, la plateforme de paiements numériques panafricaine de Money Q qui permet le paiement en ligne des transactions et des services à valeur ajoutée au point de vente. Les envois de fonds mobiles offrent une opportunité unique à des millions de personnes d'accéder au système financier formel, rapprochant les services financiers et les perspectives de génération de revenus de leurs communautés. Selon les estimations, les envois de fonds de l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 16,4 % en 2021 mais seulement de 5,2 % en 2022. Le coût moyen d'envoi de 200 \$ au-delà des frontières internationales est resté élevé au deuxième trimestre de 2022, à 6 %. Les opérateurs mobiles proposent les meilleurs tarifs (3,5%), mais moins de 1% des transactions se font via les canaux digitaux. Les services de transfert de fonds sont désormais beaucoup plus rapides et moins coûteux grâce aux technologies numériques. Le portefeuille numérique KrosPayz, qui devrait être mis en service pour la première



fois au Malawi en avril, permettra aux clients de payer les paiements de factures de services publics nationaux et internationaux, de recharger le temps d'antenne, d'exécuter leurs transferts de fonds nationaux aux particuliers et aux entreprises, et également de payer sur les marchés locaux. "Les envois de fonds sont la principale source de devises pour de nombreuses économies en développement, et ils sont stables et résilients face aux ralentissements économiques. Ils ont été décrits comme les sources d'aide étrangère les plus stables, les plus abondantes et les plus sûres des pays en développement. Ce partenariat réaffirme notre engagement à permettre aux entreprises, aux banques et aux consommateurs d'effectuer des paiements rapides et efficaces à travers l'Afrique.

En tirant parti de la présence et des partenariats de Cellulant sur le continent, Money Q sera en mesure de fournir ses services dans toute l'Afrique», a déclaré Richard Gesimba, vice-président de Cellulant Marchands mondiaux et régionaux. L'objectif de Money Q est de faire en sorte qu'aucun Africain ne soit privé d'utiliser les canaux numériques sur le continent. Commentant le partenariat, M. Amit Shrimali, fondateur et PDG de Money Q, a déclaré : « Je suis très heureux de ce partenariat car il m'aide à me rapprocher de la vision de Money Q qui est de s'assurer qu'aucun dans les pays, nous opérons sont privés d'utiliser le support numérique pour effectuer des transactions. Le partenariat entre MoneyQ et Cellulant se complétera en effet pour accroître la part de marché des deux entreprises sur le continent africain.

jeudi 2 février 2023

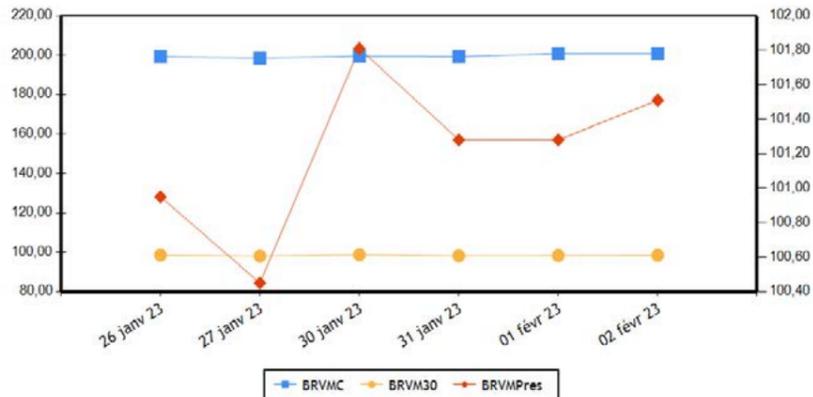
N° 24

BRVM COMPOSITE	200,76
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	-1,21 %

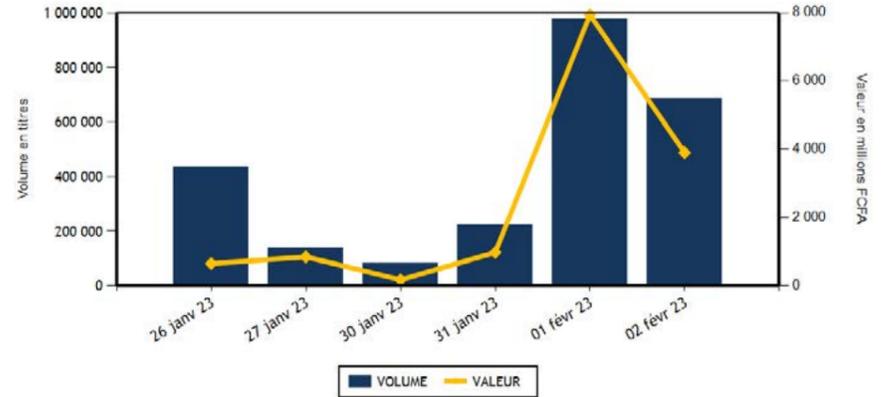
BRVM 30	98,42
Variation Jour	0,16 %
Variation annuelle	-1,58 %

BRVM PRESTIGE	101,51
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	1,51 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 468 946 106 770	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	143 486	-85,30 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	468 174 575	-94,09 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	13	18,18 %
Nombre de titres en baisse	13	18,18 %
Nombre de titres inchangés	17	-5,56 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	5 330	6,60 %	-2,47 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	850	6,25 %	-8,11 %
BOLLORE (SDSC)	1 350	4,25 %	-3,23 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 200	3,94 %	4,20 %
TOTAL CI (TTLC)	2 100	2,94 %	10,82 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,51	0,23 %	1,51 %	117 772	323 017 960	6,06
BRVM-PRINCIPAL	36	97,23	-0,09 %	-2,77 %	25 714	145 156 615	9,47

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,47	-1,75 %	-9,36 %	4 265	22 694 520	24,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	494,08	0,10 %	1,00 %	34 361	379 118 880	9,08
BRVM - FINANCES	15	74,11	-0,04 %	-1,85 %	98 719	44 832 175	6,90
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	4,13 %	-3,14 %	316	420 065	5,27
BRVM - AGRICULTURE	5	287,01	-0,24 %	1,22 %	1 671	14 761 650	5,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	341,22	1,42 %	-4,83 %	3 633	5 865 825	24,87
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 221,54	0,00 %	4,21 %	521	481 460	11,89

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,00
Taux de rendement moyen du marché	7,77
Taux de rentabilité moyen du marché	8,67
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	113
Volume moyen annuel par séance	412 132,00
Valeur moyenne annuelle par séance	948 013 230,79

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	20,30
Ratio moyen de satisfaction	59,15
Ratio moyen de tendance	291,33
Ratio moyen de couverture	34,33
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,60
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Economie

La BCE relève de nouveau ses taux et anticipe des hausses

Alors que la Banque centrale européenne vient d'augmenter ses taux jeudi, sa présidente a déjà prévenu: ce ne sera pas la dernière fois cette année.

La Banque centrale européenne a maintenu la pression jeudi face à l'inflation et relevé ses taux d'intérêt d'un demi-point de pourcentage, affichant sa fermeté en annonçant à l'avance qu'elle procéderait à la même hausse au mois de mars. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, avait tué le suspense dès décembre, promettant pour février une deuxième hausse de 0,50 point d'affilée. Mais les gardiens de l'euro ont surpris en prévenant jeudi qu'ils relèveraient à nouveau les taux de la même façon lors de leur prochaine réunion de mars. «Compte tenu des tensions inflationnistes sous-jacentes, le Conseil des gouverneurs entend relever de nouveau les taux d'intérêt de 50 points de base lors de la prochaine réunion de politique monétaire, en mars», annonce la BCE. Les trois taux de l'institution ont été portés jeudi dans une fourchette comprise entre 2,5% et 3,25%, au plus haut depuis novembre 2008.

Envolée massive des prix

La BCE affronte une envolée massive des prix déclenchée par la guerre russe en Ukraine, ce qui l'a amenée à lancer un cycle de hausses de taux en juillet, inédit par son ampleur et mettant fin à près d'une décennie d'argent pas cher. Contrairement à la Fed américaine, l'institution de Francfort estime qu'il n'est pas encore temps de lever le



piéd et de ralentir son resserrement monétaire. Outre-Atlantique, la réserve fédérale des États-Unis a en effet relevé mercredi son principal taux directeur pour la huitième fois d'affilée, mais a ralenti le rythme par rapport aux précédentes hausses.

Trompe-l'œil

Alors qu'aux USA, l'inflation a culminé, dès juin 2022, le phénomène est bien plus lent en zone euro: la hausse des prix y a atteint un pic seulement en octobre, à 10,6%. En janvier, l'inflation de la zone euro a reculé pour le troisième mois consécutif, à 8,5%, davantage qu'anticipé par les économistes grâce au recul des prix de l'énergie. Mais elle reste bien au-dessus de la cible que s'est fixée la banque centrale, soit 2% à moyen terme. Il s'agit par ailleurs d'une amélioration en trompe-l'œil car l'inflation «sous-jacente» – hors énergie et alimentation – s'est en même temps maintenue à 5,2% et «devrait rester obstinément éle-

vée en 2023», prévient Fritz Köhler-Geib, cheffe économiste de la banque publique KfW.

«Amélioration des perspectives»

En cause, «l'amélioration des perspectives économiques, un marché du travail tendu, des revendications salariales substantielles et une proportion élevée d'entreprises européennes qui s'attendent à ce que les prix de vente continuent d'augmenter», selon l'experte. La BCE a d'autant moins de scrupule à serrer davantage la vis monétaire que la zone euro devrait échapper à une récession cet hiver, grâce à une légère croissance du PIB (+0,1%) au quatrième trimestre de 2022, selon Eurostat. Le premier trimestre en cours a vu l'activité repartir en janvier, selon l'indice PMI, grâce à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et la réouverture de l'économie chinoise.

(AFP)

Consommation

Les bouteilles de Coca-Cola font à nouveau 5 dl, et au même prix

Les bouteilles de Coca, qui ne faisaient plus que 4,5 dl, ont retrouvé leur volume d'antan. Coop et la firme américaine sont parvenus à un accord après une bataille de 4 ans.

Tous les fans de Coca-Cola avaient râlé en 2019. La firme américaine avait imposé une hausse des prix en Suisse avec une astuce bien connue: réduire le contenu mais pas le prix. À la place des bouteilles de 5 dl, elle avait décidé de ne livrer plus que des formats 4,5 dl, au même tarif de 1,35 franc l'unité. Bonne nouvelle: la bouteille de 5dl a fait son retour. Mieux: au même prix qu'avant. Un accord a été trouvé entre la Coop et Coca, après une bataille de près de quatre ans, relatent les journaux de CH Media et la NZZ. La hausse des prix en 2019 avait suscité un tollé. Coop avait décidé de contre-attaquer en faisant appel au marché parallèle. C'est



ainsi que dès 2021, le géant orange avait importé des bouteilles de 5 dl, d'abord de Pologne, puis d'Ukraine et de Serbie, toujours à 1,35 franc l'unité, tout en vendant les flacons de 4,5 dl suisses en même temps. De plus, le détaillant avait décidé de réintroduire dans son assortiment les bouteilles de Pepsi, le rival historique de Coca-Cola.

Au printemps dernier

Du coup, Coca-Cola HBC Suisse, qui met la boisson

en bouteille dans notre pays sous licence du groupe américain, a décidé de faire machine arrière. «Sur la base de sondages auprès des consommateurs et de discussions avec les partenaires commerciaux, nous sommes arrivés à la conclusion de réintroduire les bouteilles de 0,5 litre», a expliqué sa porte-parole Anita Kälin. L'accord entre les deux parties a été trouvé au printemps dernier. Il ne reste désormais plus que quelques bouteilles d'Europe de l'Est sur les rayons suisses. Mais plusieurs commerces, notamment en ligne, vendent encore des bouteilles de 4,5 dl. La Fondation suisse pour la protection des consommateurs est satisfaite.

(cht)

Banque

Enquête ouverte sur le vol de données chez Credit Suisse

Le Ministère public de la Confédération va enquêter sur des données subtilisées à la banque helvétique il y a un an. Credit Suisse a en effet décidé de porter plainte.

Le parquet fédéral helvétique a ouvert une enquête sur le vol de données chez Credit Suisse, après la publication il y a un an par des médias du monde entier de documents mettant en cause la deuxième banque du pays. «Dans le contexte que vous évoquez, une plainte pénale a été déposée auprès du Ministère public de la Confédération (MPC)», a-t-il indiqué à l'AFP, confirmant une information publiée jeudi par la presse suisse. «Dans ce contexte, le MPC mène une procédure pénale pour soupçon de service de renseignements économiques (art. 273 CP), de violation du secret commercial (art. 162 CP) et de violation du secret bancaire (art. 47 LB)», a-t-il ajouté. Selon le site d'information spécialisé «Gotham City», la plainte émane de Credit Suisse.

Plainte de Credit Suisse

Le parquet fédéral n'entend donner aucune autre information pour l'instant sur la procédure pénale. Il indique toutefois qu'étant donné que le délit de «renseignements économiques» est considéré comme un «délict politique» en Suisse, il a dû demander au Département fédéral de

Indonésie

De la pandémie au paradis, les touristes chinois de retour à Bali

Confinés dans leur pays pendant trois ans à cause du Covid, les Chinois redécouvrent les vacances balnéaires en Indonésie. Du coup, les compagnies aériennes se frottent les mains...

Équipés de perches à selfie, de casquettes jaunes et de chapeaux de paille, les touristes chinois ont fait leur retour dans l'île indonésienne de Bali, après trois ans d'isolement dus à la pandémie de Covid-19. Un premier contingent est arrivé fin janvier, pour profiter des plages de l'«île des Dieux» pendant les congés du Nouvel-An lunaire, après que la Chine a rouvert ses frontières, le mois dernier. La population chinoise a enduré trois ans de confinements stricts et de restrictions de déplacements, imposés par la politique «zéro Covid» de Pékin, suivie d'une volte-face soudaine qui a provoqué une vague de contaminations considérable.

Pour l'instant, un vol direct par semaine

«Je suis particulièrement heureux, parce que j'aimais



la Justice et police l'octroi de l'autorisation de poursuite pénale, car la poursuite judiciaire des délits politiques en Suisse requiert l'autorisation du gouvernement. Menée par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), un consortium regroupant 47 médias, dont Le Monde, The Guardian ou le New York Times, l'enquête affirmait que la banque avait pendant plusieurs décennies hébergé des fonds de clients sulfureux.

Des données «partielles»

Le numéro deux du secteur bancaire helvétique a fermement rejeté ces accusations, considérant qu'elles s'appuyaient sur des données «partielles», «inexactes» ou «prises hors de tout contexte», soulignant que certaines remontaient aux années 1940 et que 90% des

comptes concernés étaient aujourd'hui clôturés. Ces allégations apparaissent comme «un effort concerté pour discréditer non seulement la banque mais la place financière suisse dans son ensemble», avait indiqué l'établissement bancaire. L'enquête avait également mis en lumière l'article 47 de la loi suisse sur les banques, qui fait de la révélation de fuites de données bancaires un délit passible de cinq ans de prison. Selon des experts, cette loi de 2015 réduit au silence les journalistes qui pourraient vouloir dénoncer des actes répréhensibles au sein d'une banque suisse. Ainsi, si 48 entreprises de presse du monde entier ont participé à l'enquête des «Suisse Secrets», aucun média suisse n'y a pris part en raison du risque de poursuites pénales.

(AFP)



beaucoup voyager avant, me déplacer pour apprécier les paysages, connaître des gens et des cultures différentes», explique Li Zhao-long, un salarié de 28 ans du secteur numérique originaire de Kunming, dans la province du Yunnan. «Après trois ans, avoir la possibilité de venir de Chine en Indonésie me rend très heureux et satisfait.» Li Zhao-long ajoute que la pandémie a été «une période difficile» pour lui et ses compatriotes, et qu'après une longue attente de trois ans, «pouvoir simplement quitter le pays est un évé-

ment heureux». Quelques centaines de vacanciers chinois sont arrivés pour l'instant à Bali, grâce à l'ouverture d'un vol direct hebdomadaire entre Shenzhen et l'île hindouiste. Quatre autres compagnies aériennes ont déposé des demandes pour des vols réguliers entre Bali et la Chine, selon les autorités indonésiennes. Depuis 2020, à cause de la pandémie, le nombre de touristes chinois à Bali s'est effondré après la fermeture des frontières indonésiennes et chinoises aux touristes.

(AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA



EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	NIGER
Date	31/01/2023	02/02/2023
Instrument	BAT 182J - BAT 364J	BAT 91J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	60	35
Taux d'intérêt	Multiples	Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous verrez loin en matière financière ! Eh oui, vous élaborerez une stratégie à long terme afin de consolider progressivement votre situation matérielle, grâce à d'habiles placements. Voilà qui devrait donner d'excellents résultats. De plus, vous serez en mesure d'effectuer des transactions profitables.

Taureau Neptune va vous valoir une certaine chance sur le plan pécuniaire. Mais, avec cette position de Pluton, il faudra vous méfier des envies d'achats trop onéreux qui vous passeront par la tête. Evitez aussi de chambarder tous vos placements en vous fiant à des rumeurs incertaines.

Gémeaux Aujourd'hui plus que jamais, abstenez-vous de faire des affaires avec des inconnus. Essayez plutôt de réaliser un projet dont vous parlez en famille depuis longtemps.

Cancer Pluton aura un impact direct sur vos finances ; vous ne devriez donc pas avoir de souci en la matière. Mais attention à cet aspect de Neptune : vous risquez de prendre une décision inadaptée. Si vous envisagez de réorganiser vos placements ou de vous lancer dans un investissement, mieux vaudrait attendre quelque temps.

Lion Cette position du Soleil devrait en principe constituer un bon soutien sur le plan financier. Mais attention à Saturne, qui n'est pas un partenaire de choix en matière d'argent et qui a tendance à obliger à se restreindre. Grâce au Soleil, vous n'en souffrirez pas trop, mais n'oubliez pas que vous devrez rester vigilant dans ce domaine. Ce ne sera pas le moment de faire des folies, et encore moins de vous lancer dans des investissements risqués.

Vierge Vous ne songerez qu'à profiter des plaisirs de l'existence. Mais si vous dépensez sans compter, certain de retomber sur vos pieds, vous irez au-devant de sérieux problèmes.

Balance Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

Scorpion Votre situation financière se présentera sous un meilleur jour que vous ne le pensiez. Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois.

Sagittaire Jupiter vous soutiendra. Résultat : votre équilibre financier sera dans l'ensemble protégé. Cela dit, attention à Pluton en aspect dysharmonique ! Veillez à ne pas prendre trop de risques en matière d'argent. Pour nombre d'entre vous, cette journée sera marquée par un choix financier important. Il est également possible que vous changiez d'attitude en profondeur vis-à-vis de l'argent, vous montrant à ce sujet plus détaché qu'auparavant.

Capricorne Mercure dans cette position favorisera certains aspects financiers. Ce pourrait être l'occasion pour certains d'activer le remboursement de dettes, et pour d'autres de s'adresser à la Justice pour faire augmenter une rente ou une pension alimentaire.

Verseau Côté argent, voyez un peu plus loin que le bout de votre nez. En effet, vous devrez éviter soigneusement de dépenser pratiquement tout ce que vous gagnez, en oubliant d'assurer vos arrières, de mettre un peu d'argent de côté dès que vous en aurez l'opportunité.

Poissons Le plan financier suivra son cours normal. Seuls quelques natifs du deuxième décan pourront connaître quelques petites difficultés momentanées sous l'impact de Pluton. Si c'est votre cas, vous aurez intérêt à vous méfier des décisions impulsives, et à remettre à plus tard aussi bien les achats importants que les emprunts ou les placements risqués.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

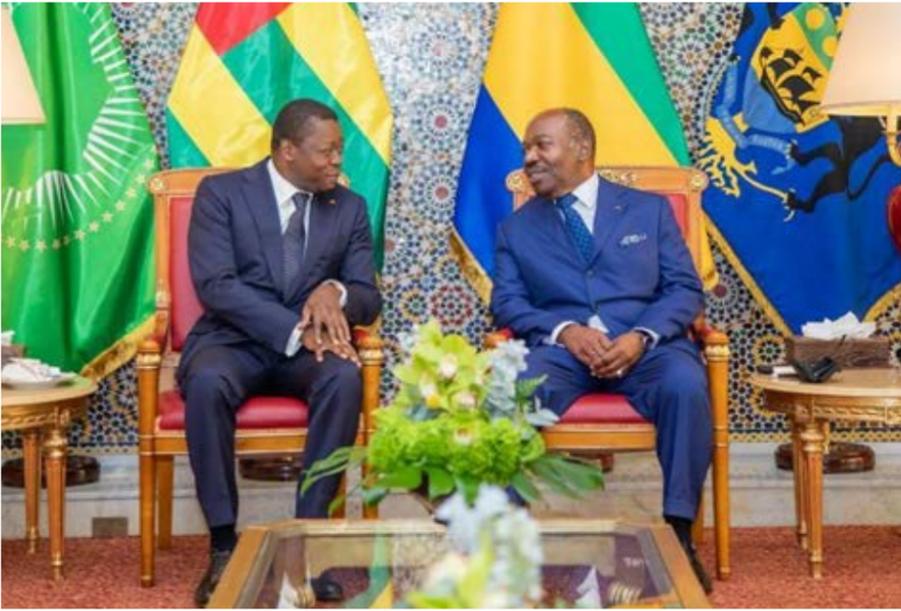
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Communiqué conjoint sanctionnant la visite officielle du chef de l'État au Gabon

A l'aimable invitation de Son Excellence Monsieur ALI BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise, Son Excellence Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, a effectué une visite de Travail et d'Amitié au Gabon, les 30 et 31 janvier 2023.

A l'occasion de ce séjour au Gabon, les deux Chefs d'État ont eu des entretiens fructueux au cours desquels ils ont évoqué des sujets se rapportant aux questions bilatérales, régionales, continentales et internationales de l'heure.

Abordant les questions d'ordre bilatéral, les Présidents ALI BONGO ONDIMBA et FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié, de fraternité et de coopération qui unissent la République Gabonaise et la République Togolaise et ont réitéré leur ferme volonté d'œuvrer à les renforcer dans le cadre d'avantages mutuellement bénéfiques.

A cet égard, les deux Chefs d'État ont réitéré leurs fermes instructions à leurs Gouvernements respectifs pour la tenue de la 7^{ème} Session de la Commission Mixte de Coopération Gabon – Togo dans l'optique de poursuivre les discussions en cours, relatives au renforcement du cadre juridique entre leurs deux pays. Ils se sont également engagés à favoriser plus encore le partage réciproque d'expériences, les partenariats économiques et à faciliter les échanges entre les secteurs privés gabonais et togolais.

Les Présidents FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE et ALI BONGO ONDIMBA se sont réjouis du climat de sécurité et de stabilité propice à la paix et à la concorde nationale qui prévalent au Togo et au Gabon. Ils sont convenus d'œuvrer à leur préservation afin de permettre à leurs Gouvernements respectifs de poursuivre sereinement le processus de développement dans lesquels leurs deux pays se sont résolument engagés.

S'agissant de la préservation de la paix et de la stabilité à l'échelon régional, le Président ALI BONGO ONDIMBA a salué l'efficacité des actions diplomatiques mises en œuvre par le Président de la République Togolaise pour garantir l'entente cordiale, la paix, la sécurité et la stabilité au sein de la CEDEAO.

Il s'est particulièrement félicité de l'efficacité de la médiation du Président FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE ayant abouti à la récente libération, par les autorités maliennes, de soldats ivoiriens.

Les deux Chefs d'État ont également réitéré leur appel pour une transition apaisée au Mali, au Burkina Faso, en Guinée et au Tchad. Ils ont, par ailleurs, invité toutes les Parties à plus d'actions concertées entre les États de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) pour une convergence d'action en vue d'un aboutissement heureux des processus en cours dans ces pays.

Dans cette perspective, le Président ALI BONGO ONDIMBA a réitéré son engagement d'œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité dans la Région Afrique Centrale et au-delà, au cours de son futur mandat de Président en exercice de la CEEAC à compter du 25 février 2023.

Examinant la situation sur le Continent, les Présidents FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE et ALI BONGO ONDIMBA se sont réjouis des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) qui vise à intégrer, d'une part, les marchés de leurs pays respectifs et, d'autre part, ceux des espaces communautaires auxquels ils appartiennent, en l'occurrence la CEDEAO et la CEEAC.

Les deux Présidents ont en outre exprimé leurs vives préoccupations face à la recrudescence des crises et situations de conflit qui prévalent dans certaines régions du Continent. Ils ont notamment appelé à la cessation définitive des combats et à l'instauration d'une paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Dans la même optique, ils se sont réjouis de l'Accord intervenu entre le Gouvernement de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie et les Autorités du Tigré et ont insisté sur la nécessité de sa mise en œuvre rapide.

Préoccupés par la poussée du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité transnationale organisée en Afrique, les Présidents ALI BONGO ONDIMBA et FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE ont réaffirmé leur ferme engagement à œuvrer de concert avec tous les autres États frères du Continent afin de lutter efficacement contre ces maux qui sont un obstacle majeur au développement harmonieux du Continent africain.

Sur le plan international, les deux Chefs d'État ont fait part de leurs vives préoccupations face aux crises économique, sanitaire et climatique récurrentes auxquelles le monde est confronté. Ils ont lancé un vibrant appel aux pays du Nord afin qu'ils s'engagent résolument à accompagner les différentes initiatives qui visent à permettre aux États en développement de surmonter les conséquences induites par ces crises.

Au terme de sa visite de Travail et d'Amitié en Terre gabonaise, Son Excellence Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE a exprimé à son Frère et Ami, Son Excellence Monsieur ALI BONGO ONDIMBA, au Gouvernement et au Peuple gabonais, ses vifs et sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil particulièrement chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.

Dans le souci de maintenir l'élan ainsi impulsé aux liens séculaires d'amitié, de fraternité et de coopération qu'entretiennent la République Gabonaise et la République Togolaise, les deux Chefs d'État ont insisté sur leur ferme et constante volonté de maintenir et de poursuivre, à tous les échelons, des consultations régulières sur toutes les questions d'intérêt commun entre leurs deux pays.

Libreville, le 31 janvier 2023



Education

NAVITOGO soutient l'Institut privé laïc Auguste Le Grand

Une délégation de l'Association des professionnels des compagnies de navigation et consignation de navires au Togo (NAVITOGO) conduite par sa présidente, Dani Abla AKAKPO, a visité, mercredi 1er février 2023, l'Institut privé laïc Auguste Le Grand. Objectif, soutenir et promouvoir un enseignement de qualité aux élèves.

« Il faut saisir les opportunités. Pour y arriver il faut deux choses : de la préparation et de la chance. La préparation, c'est ce que vous êtes en train de faire. Soyez assidus et volontaires, soyez ambitieux pour vous-mêmes. Ne restez pas dans l'amusement et dans la distraction. Soyez des hommes et des femmes préparés. Quand vous aurez la chance de rencontrer des gens qui vont vous tendre des opportunités, vous êtes prêts », Ces propos sont émis par la présidente

de NAVITOGO, Dani Abla AKAKPO, pour conseiller les élèves de l'Institut privé laïc Auguste Le Grand. En effet, mercredi les membres de l'association NAVITOGO ont visité l'institut privé laïc Auguste Le Grand afin de les soutenir et promouvoir un enseignement de qualité aux élèves. Dans cette optique, une somme d'un million de FCFA a été remis à l'Institut. « J'ai été émue pendant la visite car j'ai vu des élèves de la classe de seconde qui travaillent individuellement avec leurs ordinateurs portatifs, des élèves capables de créer leur propre entre-

prise virtuelle. C'est tout simplement magnifique. Ces initiatives me tiennent à cœur parce que notre futur dépend de la jeunesse d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous devons soutenir les élèves et les aider à atteindre leur plein potentiel. Nous devons les encourager à poursuivre leurs rêves et à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour construire un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour la société dans son ensemble », a déclaré la présidente de NAVITOGO au terme de la visite.



Consommation de substances psychoactives

Le gouvernement rappelle les mesures répressives

Face à la consommation inquiétante de substances psychoactives dans les lieux publics et établissements scolaires, les ministres en charge de la sécurité, de la santé et des enseignements primaire et secondaire rappellent l'interdiction de ces substances et les mesures répressives contenues dans le code pénal.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Communiqué

Il nous a été donné de constater que la consommation de substances psychoactives prend des proportions inquiétantes et constitue un problème de santé publique et de sécurité.

Pour lutter contre ce fléau, la loi n°98-008 du 18 mars 1998 portant contrôle des drogues renforcée par la loi n°2015-010 du 24 novembre 2015 portant nouveau code pénal, entre autres actions menées par le gouvernement, ont été adoptées.

Le Ministre de la sécurité et de la protection civile rappelle ce qui suit :

la détention, l'achat, la consommation, la culture des plantes et substances classées stupéfiants ou psychotropes (cannabis, l'ecstasy, les opioïdes, la cocaïne, les amphétamines etc.) sont interdits et punis par les articles 93, 97, 111 et 112 de loi n°98-008 du 18 mars 1998 et les articles 266 et 267 du nouveau code pénal ;

l'incitation et la provocation par n'importe quel moyen à l'usage illicite des drogues ou substances présentées comme ayant les mêmes effets ou non constituent des infractions punies par les articles 100, 101, 102, 105, 106, 108 et suivants de la loi n°98-008 du 18 mars 1998 et l'article 255 du nouveau code pénal ;

ceux qui sciemment auront fourni à un(e) mineur(e) l'un des inhalants chimiques toxiques ou des plantes ou substances classées comme stupéfiants ou substances psychotropes seront poursuivis et punis conformément aux articles 114 et suivants de la loi 98-008 du 18 mars 1998 et l'article 267 du nouveau code pénal ;

la vente et la consommation du tabac et de ses produits dérivés, y compris ceux consommés à l'aide du dispositif dénommé chicha, surtout dans les milieux publics, dans les lieux de travail, dans les moyens de transport en commun, etc., sont interdites et punies par les articles 865 et suivants du nouveau code pénal ;

l'alcool étant classé parmi les substances nocives à la santé, tout abus de sa consommation conduisant à une ivresse publique et manifeste ou toute offre de boissons alcoolisées à quel titre que ce soit aux mineurs sont formellement interdits et punis par les articles 181 et 863 du nouveau code pénal.

Le ministre de la sécurité et de la protection civile porte à la connaissance des populations que des mesures sont prises en vue de renforcer le contrôle et la lutte contre ce phénomène sur toute l'étendue du territoire national. En outre, il invite l'ensemble des acteurs impliqués à une prise de conscience collective et à une franche collaboration avec les forces de l'ordre et de sécurité afin d'éradiquer ce fléau et protéger notre jeunesse.

Fait à Lomé, le 01 février 2023

Yark DAMEHAME

Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

Le Togo en chiffres

Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
(autres que les médicaments) ...			
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



8 ÈME EDITION
7 au 10 Février 2023
EN MODE HYBRIDE CAMPUS DANS LES PAYS



THÈME : FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES PME DE L'UEMOA FACE AUX CRISES ET MUTATIONS DES ÉCONOMIES AFRICAINES.

Redynamisons les PME de l'UEMOA
Pour soutenir le développement de l'Afrique

(226) 7667-6690 / 7656-9007 / (228) 9136-8569 / 9370-4466

salonpme@gmail.com www.salonpmeuemoa.org salonbanquesPMEUEMOA salonpme_uemoa

